



---

*Communiqué de presse – 8 septembre 2023*

## **BILAN DE LA SESSION DE SEPTEMBRE**

**Le Parti socialiste du Valais romand tire son bilan de la session de septembre du Grand Conseil. Il déplore une loi sur l'énergie qui manque clairement d'ambition et ne permettra pas au Valais de progresser concrètement en matière d'efficacité énergétique, de même que l'acceptation d'une initiative parlementaire. Il salue l'acceptation des crédits complémentaires permettant la prise en compte du renchérissement pour les salaires dans le domaine de la formation et du secteur sanitaire, ainsi que du crédit complémentaire en lien avec la crise ukrainienne et migratoire.**

« Le Parlement avait l'occasion de créer une loi ambitieuse, qui réponde réellement aux défis auxquels nous faisons face en matière d'énergie tout en garantissant la protection du climat », commente le député Florian Chappot. « Malheureusement, la loi votée n'atteint pas du tout les objectifs attendus. » Le PSVR a donc refusé la loi lors des votes finaux. « En l'état, cette loi n'est que de la poudre aux yeux », explique la députée Aude Rapin. « La droite du parlement valaisan fait bloc sur des enjeux cruciaux pour toute notre société et les générations futures en proposant une loi non contraignante et contenant de nombreuses exceptions pour ne pas sortir du fossile. Il y a un décalage clair entre le politique et la réalité que vit le peuple. C'est tout simplement désolant. »

Le PSVR regrette également l'adoption d'une initiative parlementaire visant à augmenter les déductions fiscales pour les primes d'assurance-maladie. « Il s'agit d'une mesure contreproductive qui ratte complètement sa cible et privilégie les personnes les plus aisées », commente le député Guillaume Sonnati. « Le Canton et les communes perdraient environ 12 millions de francs, qui manqueraient pour assurer diverses prestations et services en faveur de la population. D'autres mesures existent pour limiter le poids des primes, tels que l'initiative 10 % du PS. »

L'adoption de crédits complémentaires pour la prise en compte du renchérissement pour les salaires dans les secteurs de la formation et sanitaire est saluée par le Parti. « Nous nous engageons pour le pouvoir d'achat de la population, et cette prise en compte du renchérissement soulagera concrètement les personnes concernées », commente la cheffe de groupe Sarah Constantin. « Nous sommes déjà intervenu-es lors des débats budgétaires pour demander le renchérissement des salaires, et ces demandes avaient été refusées. Je me réjouis de voir que nos propositions trouvent aujourd'hui écho, quand bien même une meilleure anticipation serait souhaitable. » de la même manière, le PSVR se réjouit de la décision concernant un crédit complémentaire en lien avec la crise ukrainienne et migratoire.

Finalement, le PSVR se réjouit de la réforme du ministère public adoptée par le Grand Conseil. « Nous avons créé une bonne base de travail pour le ou la future procureure générale et procureure générale adjointe. Nous veillerons à l'élection de personnes compétentes en novembre prochain pour occuper ces postes de premier plan », conclue la cheffe de groupe Sarah Constantin.

### **Interventions parlementaires du Groupe Parti socialiste et gauche citoyenne**

Concernant les interventions parlementaires, le PSVR se réjouit de l'acceptation :

- D'un postulat de Maud Theler pour une véritable autodétermination dans le choix du logement d'une personne en situation de handicap ;
- D'un postulat de Nathan Tornay et Aude Rapin pour une meilleure inclusion des élèves transgenres et non binaires dans les écoles ;

- D'un postulat d'Émilie Teixeira Perren pour réévaluer les conditions-cadres de médiation scolaire ;
- D'un postulat de Florian Chappot pour étudier la mise en œuvre d'un « Conseil psychologique à l'intention des écoles du secondaire II général et professionnel ;
- D'un postulat d'Aurélié Pont pour une adhésion au concordat romand en matière de naturalisation des jeunes étrangers ;

Il déplore le rejet :

- D'un postulat de Marie-Josée Reuse et de Paola Riva Gapany visant à informer les locataires face aux augmentations des charges ;
- D'un postulat d'Anne-Laure Secco pour un état des lieux des structures d'accueil extrafamiliales existantes en Valais ainsi que la mise en place d'un outil de planification y-relatif pour les communes ;
- D'un postulat de Guillaume Sonnati pour la création d'un Musée cantonal de l'Industrie.